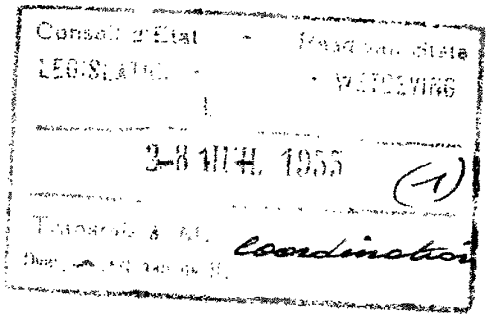
MTL. L.4822/2.



ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 juin 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la sauvegarde des intérêts du Trésor en matière de marchés de travaux, de fournitures et de transports conclus avec l'Etat, par l'intermédiaire du Ministre de la Défense nationale", a donné le 7 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e Juni 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de vrijwaring van de belangen der Schatkist in zake overeenkomsten betreffende werken, leveringen en vervoer, door tussenkomst van de Minister van Landsverdediging met de Staat gesloten", heeft de 7e Juli 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but la sauvegarde des intérêts du Trésor en matière de marchés de travaux, de fournitures et de transports conclus avec l'Etat, par l'intermédiaire du Ministre de la Défense nationale. A cet effet il institue des incompatibilités et des interdictions.

Les incompatibilités s'appliquent aux officiers et aux sous-officiers du cadre actif et aux officiers en rappel de longue durée.

Aux termes de l'article 2, il est interdit à ces militaires d'exercer par eux-mêmes ou par personne interposée "toute espèce de commerce, d'être agent d'affaires, de participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société commerciale ou civile et de toute entreprise ou d'y exercer une activité sous quelque dénomination que ce soit".

Il résulte en outre de l'article 3 que l'épouse des militaires visés à l'article 2 est légalement présumée être une personne interposée.

Le règlement de discipline de l'armée comporte déjà une disposition analogue, à savoir l'article 27, a . Cet article fut inséré dans le règlement par l'arrêté royal du 30 mai 1916 (Moniteur belge 12, 13, 14 août 1917). Il s'applique à "tout militaire et fonctionnaire ou employé ressortissant au Ministère de la Défense nationale". Le champ d'application de cet article est donc plus étendu que celui de l'article 2 du projet lequel ne touche ni aux caporaux et soldats, ni aux ouvriers militaires, ni aux agents du personnel civil du Ministère de la Défense nationale.

./.

En ce qui concerne le personnel du Ministère de la Défense nationale, il importe de distinguer le personnel régi par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 du personnel auquel le statut des agents de l'Etat ne s'étend pas.

Le personnel régi par le statut est, en effet, soumis à des incompatibilités, non en vertu de l'article 27, a, du règlement de discipline, mais en vertu du titre V du statut.

Il s'ensuit que l'article 27, a, du règlement de discipline continuera à régir seul les incompatibilités que doivent observer les caporaux et soldats, les ouvriers militaires et les membres du personnel civil non soumis au statut des agents de l'Etat. Il continuera à régir les autres militaires et les agents civils soumis au statut dans la mesure où son contenu ne coïncidera pas avec celui de l'article 2 du projet.

\+

\+ \+

Le projet omet de prévoir la sanction de la méconnaissance de l'incompatibilité qu'il crée à l'article 2. Il devrait être complété sur ce point.

Si les intentions du Gouvernement étaient de traiter cette méconnaissance comme un manquement à la discipline, il suffirait de le faire ressortir en complétant l'article 2 sur ce point.

\+

\+ \+

./.

Les interdictions que le projet formule concernent, d'une part, les anciens officiers et sous-officiers du cadre actif, ainsi que les anciens membres de l'administration civile du Ministère de la Défense nationale, et, d'autre part, des sociétés et entreprises que l'article 7 détermine.

L'article 5 introduit dans notre droit administratif à l'égard d'une catégorie de citoyens une restriction importante de la liberté d'exercer l'activité de leur choix une fois qu'ils ont quitté le service.

L'article 6 apporte à cette restriction un tempérament en disposant que le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas particuliers, accorder, par arrêté motivé, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5. Le Ministre aura, dès lors, le pouvoir de décider sous sa seule responsabilité dans quels cas il y aura lieu d'accorder des autorisations.

Ce pouvoir sera exercé discrétionnairement.

+

+ +

L'interdiction établie à l'article 5, § 1er, 1°, procède du souci d'empêcher qu'un ancien officier ou sous-officier, qu'un ancien membre de l'administration civile, ne parviennent, grâce à leurs relations au Ministère de la Défense nationale, à se faire octroyer des marchés de travaux, de fournitures ou de transports.

./.

Le but poursuivi ne sera toutefois que partiellement atteint car la disposition n'exclut pas la fraude facile qui consisterait à faire passer le marché en faveur d'une personne interposée, telle l'épouse de l'ancien militaire, ou d'une société à laquelle ne s'appliquerait pas une des interdictions de l'article 7.

Il importe de relever de plus, que l'article 5, § 1er, 3°, a une portée extrêmement étendue que développe encore le sens donné par l'exposé des motifs au terme "activité". Ce terme signifie, en effet, "toute occupation, aussi humble qu'elle soit". Ainsi, selon cette disposition, tout ancien officier ou sous-officier, tout ancien membre de l'administration civile se voit interdire l'accès d'une société qui n'a jamais conclu de marché avec le Ministère de la Défense nationale. Il suffit, en effet, que cette société ait été créée au cours des deux années antérieures à la cessation de fonction de l'intéressé et qu'elle comprenne parmi son personnel ne fût-ce qu'un employé ou un ouvrier qui antérieurement a presté ses services à une société ayant conclu un marché avec le Ministère de la Défense nationale au cours de ladite période de deux ans.

\+

\+ \+

L'article 5 s'applique notamment "à tout ancien membre de l'administration civile du Ministère de la Défense nationale". Ces termes peuvent prêter à confusion en raison du fait que la dénomination "administration générale civile" désigne un service bien déterminé du Ministère de la Défense nationale, lequel ne comprend pas tous les agents civils qui prestent leurs services à ce ministère.

Si le Gouvernement entend soumettre aux interdictions de l'article 5 tout le personnel civil ressortissant au Ministère de la Défense nationale, il conviendrait de remplacer les termes employés par le projet par la formule suivante : "tous les agents du personnel civil du Ministère de la Défense nationale".

S'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de soumettre tous les agents à l'interdiction prévue par l'article 5, il y aurait lieu de préciser quels sont les agents visés.

\+

\+ +

En vertu de la loi du 14 juillet 1951, l'officier d'active mis à la retraite peut, s'il est lieutenant ou sous-lieutenant, être autorisé à s'engager en rappel de longue durée pour une durée maximum de quatre ans.

Comme les trois ans pendant lesquels joue l'interdiction prévue à l'article 5 courent à partir de la cessation définitive des fonctions comme officier du cadre actif, l'ancien officier de ce cadre qui aura effectué un rappel de longue durée de trois ans au moins, aura cessé d'être frappé de l'interdiction au moment où il quittera définitivement l'armée.

Si ce résultat n'était pas conforme aux intentions du Gouvernement, l'article devrait être complété.

\+

\+ +

L'interdiction établie par l'article 5 porte entre autres sur la participation à "l'activité" de

toute société ou entreprise. L'article 7 établit en outre une sanction à l'égard des sociétés et des entreprises qui engageraient ou désigneraient une des personnes auxquelles s'appliquent les interdictions prévues à l'article 5, en vue notamment de participer "à l'activité" de la société ou de l'entreprise.

Comme il a été dit précédemment, il convient, d'après l'exposé des motifs, d'entendre par "activité" "toute occupation aussi humble qu'elle soit". Il s'ensuit que seraient non seulement visés toutes les personnes liées à l'entreprise par un contrat de louage de service, mais encore les travailleurs indépendants qui, sans être liés par un contrat de louage de service, prestent leurs services de manière régulière à l'entreprise, ainsi un ingénieur conseil, un expert comptable.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il importerait de préciser la notion d'activité.

\+

\+ +

Les sanctions qu'édicte l'article 7 consistent, d'une part, en l'exclusion de la société ou de l'entreprise pendant dix ans, de tout marché qui sera conclu avec l'Etat par l'intermédiaire du Ministre de la Défense nationale et, d'autre part, en la publication au Moniteur belge, de l'arrêté royal infligeant l'exclusion. Il est à remarquer que la sanction établie par le projet ne vise que les seuls marchés passés par le Ministre de la Défense nationale, et qu'il ne déroge pas à l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agréation des entrepreneurs, qui établit des sanctions à l'égard des entrepreneurs ayant commis une des fautes énumérées à l'article 6 du dit arrêté-loi.

./.

En ce faisant, le projet complète le système de garanties que s'efforce déjà d'organiser l'arrêté-loi du 3 février 1947.

Suivant l'article 7, § 2, une société ou une entreprise créée au cours de la période de dix ans, prévue au § 1er, ne peut engager une personne qui a été au service d'une société frappée d'exclusion pendant la dite période, sous peine de se voir elle-même frappée d'exclusion.

D'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat, la société ou l'entreprise sera exposée à des sanctions du seul fait de la présence dans son personnel de personnes auxquelles il lui est interdit de recourir.

Le projet omet toutefois d'organiser un système de publicité qui permettra à la société nouvelle de s'assurer que le personnel qu'elle se propose d'engager n'a pas participé à l'activité d'une entreprise exclue.

L'article 7, § 3, prévoit sans doute certaines publications, mais celles-ci sont facultatives et ne comportent que la désignation de l'entreprise exclue sans contenir aucune précision relative à la composition de son personnel.

Ce système expose les entreprises nouvelles à des dangers contre lesquels elles seront dans l'impossibilité de se prémunir.

\+

\+ \+

./.

L'article 8 ne soulève qu'une observation de forme.

Le projet concernant non seulement les marchés conclus par voie d'adjudication, mais également les marchés conclus dans d'autres conditions, il serait préférable de remplacer le terme "soumission" par celui d'"offre".

+

+ +

Aux termes de l'article 9, les personnes auxquelles s'appliquent les interdictions énoncées à l'article 5 pourront être privées par le Roi, d'après le texte français, de leur pension de retraite et, d'après le texte néerlandais, de toute pension quelconque.

Les deux versions de l'article 9 devraient être mises en concordance de manière à ce que la portée de l'article puisse en être clairement dégagée.

On pourrait assurément se demander si le pouvoir conféré au Roi d'appliquer la sanction prévue par cet article ne viole pas le principe de la séparation des pouvoirs et la compétence des autorités judiciaires, telle qu'elle est déterminée par l'article 92 de la Constitution.

Les pensions dont jouissent les officiers retraités constituent un droit civil.

Sans doute, appartient-il au législateur de fixer les conditions dont la réunion amènera la perte éventuelle de ce droit, mais si l'intéressé conteste

./.

que soient réunies les conditions qui entraîneront la perte de son droit, cette contestation porte sur un droit civil et doit être portée devant les tribunaux.

En réalité, le projet ne déroge pas à ce principe constitutionnel.

Lorsque l'officier, frappé d'une sanction, prétendra qu'il n'a point commis l'infraction qui lui est reprochée ou que la procédure qui doit assurer la garantie de sa défense n'a point été respectée, il pourra demander aux tribunaux de constater l'illégalité de la mesure prise à son égard et de condamner l'Etat au paiement de la pension dont il a été privé.

Si, au contraire, l'intéressé a commis l'infraction prévue par le projet et que les formes de la procédure ont été respectées, le Roi aura en ce cas la faculté d'apprécier s'il convient ou non d'appliquer la sanction. L'usage que le Roi fera de cette faculté en se fondant sur des considérations d'opportunité ne pourra faire l'objet d'une discussion devant les tribunaux.

Le texte du projet n'est nullement inconciliable avec ces règles de droit commun et il ne paraît pas nécessaire de les rappeler dans le texte de la loi.

\+

\+ \+

L'article 10 dispose que la loi entrera en vigueur le premier du septième mois qui suivra celui au cours duquel elle sera publiée.

L'exposé des motifs commente la disposition en disant que pour qu'aucune des personnes auxquelles la loi s'applique ne soit prise au dépourvu, l'article 10 leur donne un délai de six mois pour s'y conformer.

Il vise donc essentiellement à fixer le moment à partir duquel les sanctions instituées par le projet pourront être mises en oeuvre; mais il omet de régler l'indidence du projet sur les contrats en cours.

S'ensuivra-t-il, la loi étant manifestement d'ordre public, qu'à la date de son entrée en vigueur, les contrats relatifs à des personnes dont le concours se trouvera interdit deviendront nuls de plein droit comme contraires à l'ordre public ? Ou bien les sociétés et entreprises visées et les anciens militaires qui n'auraient pas réussi à obtenir, dans le délai prévu, l'autorisation du Ministre de la Défense nationale auront-ils à se conformer au droit commun, notamment en matière de préavis, pour mettre un terme à leurs prestations réciproques? Cela devrait être déterminé.

Het ontwerp heeft tot doel "de vrijwaring van de belangen der Schatkist inzake overeenkomsten betreffende werken, leveringen en vorvoer, door tussenkomst van de Minister van Landsverdediging met de Staat gesloten". Met het oog hierop worden onverenigbaarheden en verbodsbepalingen uitgevaardigd.

De onverenigbaarheden zijn toepasselijk op de officieren en onderofficieren van het actieve kader en op de officieren, die een wederoproeping voor lange duur volbrengen.

Luidens artikel 2 is het deze militairen verboden, zelf of door tussenpersonen "om het even welke handel te drijven, als zaakbezorger te fungeren, aan het bestuur, het beheer of het toezicht op om het even welke handelsvennootschap of burgerlijke vennootschap en onderneming deel te nemen of er, onder welke benaming ook, een bedrijvigheid uit te oefenen".

Voorts blijkt uit artikel 3, dat de echtgenote van de in artikel 2 bedoelde militairen wettig geacht wordt een tussenpersoon te zijn.

Het tuchtreglement voor het leger bevat reeds een soortgelijke bepaling, met name artikel 27, a. Dit artikel is in het reglement ingevoegd door het koninklijk besluit van 30 Mei 1916 (Belgisch Staatsblad, 12, 13 en 14 Augustus 1917). Het is toepasselijk op "ieder militair, ambtenaar of beambte toehorende tot het Ministerie van Landsverdediging. Het toepassingsgebied van dit artikel is dus ruimer dan dat van

.../...

artikel 2 van het ontwerp, hetwelk geen betrekking heeft op de korporaals en soldaten, de militaire werklieden en het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging.

Onder het personeel van het Ministerie van Landsverdediging moet een onderscheid worden gemaakt tussen het personeel, waarop het koninklijk besluit van 2 October 1937 van toepassing is, en het personeel, waarvoor het statuut van het Rijkspersoneel niet geldt.

Voor het personeel, waarop het statuut van toepassing is, gelden immers onverenigbaarheden, niet op grond van artikel 27, a, van het tuchtreglement, maar wel op grond van titel V van het statuut.

Hieruit volgt, dat alleen artikel 27, a, van het tuchtreglement van toepassing zal blijven ten aanzien van de onverenigbaarheden voor korporaals en soldaten, militaire werklieden en niet aan het statuut van het Rijkspersoneel onderworpen leden van het burgerpersoneel. Het blijft van toepassing op de overige militairen en het aan het statuut onderworpen burgerpersoneel, voor zover zijn inhoud niet samenvalt met die van artikel 2 van het ontwerp.

\+

\+ \+

Het ontwerp zegt niet, welke straf wordt gesteld op het niet in acht nemen van de in artikel 2 ingevoerde onverenigbaarheid. Hier is een aanvulling nodig.

.../..

Indien de Regering dit niet-in-acht nemen als een tekortkoming aan de tucht wil beschouwen, dan is het voldoende artikel 2 op dit punt aan te vullen om zulks tot uiting te brengen.

+

+ +

De in het ontwerp neergelegde verbodsbepalingen gelden enerzijds voor de gewezen officieren en onderofficieren van het actieve kader en voor de gewezen leden van de burgerlijke administratie van het Ministerie van Landsverdediging, en anderzijds voor de in artikel 7 bepaalde vennootschappen en ondernemingen.

Artikel 5 voert in ons administratief recht, ten aanzien van een categorie van Staatsburgers, een gewichtige beperking in van de vrijheid om de werkzaamheid van hun keuze uit te oefenen wanneer zij buiten dienst zijn getreden.

Deze beperking wordt dan in artikel 6 enigszins verzacht door de bepaling, dat "de Minister van Landsverdediging in bijzondere gevallen, bij een gemotiveerd besluit, afwijkingen van de in artikel 5 vervatte verbodsbepalingen kan toestaan". De Minister zal aldus op eigen verantwoordelijkheid kunnen beslissen, in welke gevallen machtigingen dienen te worden toegestaan.

Hij zal deze bevoegdheid op discretionaire wijze uitoefenen.

+

+ +

De verbodsbepaling van artikel 5,§ 1, 1°, gaat hiervan uit, dat men wil verhinderen dat een gewezen officier of onderofficier, of een gewezen lid van de burgerlijke administratie er, dank zij zijn betrekkingen op het Ministerie van Landsverdediging, zou in slagen, aannemingen van werken, leveringen of vervoer te verkrijgen.

Dat doel kan echter slechts voor een deel worden bereikt want deze bepaling sluit nog het gemakkelijke bedrog niet uit, dat er zou in bestaan, de overeenkomst te doen afsluiten met een tussenpersoon, bijvoorbeeld de echtgenote van de gewezen militair, of met een vennootschap waarop een van de verbodsbepalingen van artikel 7 niet toepasselijk zou zijn.

Voorts zij opgemerkt, dat artikel 5, § 1, 3°, een buitengewoon ruime draagwijdte heeft, nog verruimd door de betekenis welke de memorie van toelichting aan de term "bedrijvigheid" hecht. Deze term betekent immers "iedere betrekking hoe klein deze ook weze". Aldus wordt volgens deze bepaling aan iedere gewezen officier of onderofficier, aan ieder gewezen lid van de burgerlijke administratie de toegang verboden tot een vennootschap die nooit enige overeenkomst met het Ministerie van Landsverdediging heeft gesloten.

Het is immers voldoende dat deze vennootschap is opgericht in de loop van de twee jaren die aan de ambtsneerlegging van de betrokkene zijn voorafgegaan, en dat onder het personeel van die vennootschap ook maar één bediende of één werkman is, die vroeger in dienst is geweest van een vennootschap welke in de loop van genoemde periode van twee jaar een overeenkomst met het Ministerie van Landsverdediging heeft gesloten.

Artikel 5 is onder meer toepasselijk op "ieder gewezen lid van de burgerlijke administratie van het Ministerie van Landsverdediging". Deze woorden kunnen misleidend werken omdat de benaming "burgerlijk algemeen bestuur" nu eenmaal een welbepaalde dienst van het Ministerie van Landsverdediging aanduidt, waarin niet alle in dienst van dit Ministerie werkende burgerbeambten zijn opgenomen.

Is de bedoeling van de Regering, geheel het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging aan de verbodsbepalingen van artikel 5 te onderwerpen, dan dienen de in het ontwerp gebruikte bewoordingen door de volgende formule te worden vervangen : "Alle leden van het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging".

Is de bedoeling van de Regering niet, alle personeelsleden aan het in artikel 5 bepaalde verbod te onderwerpen, dan zou moeten worden gezegd, welke personeelsleden worden bedoeld.

\+

\+ \+

Krachtens de wet van 14 Juli 1951 kan de op rust gestelde officier van het actief kader, indien hij luitenant of onderluitenant is, gemachtigd worden een wederoproeping voor lange duur te ondertekenen voor ten hoogste vier jaar.

.../...

Aangezien de drie jaren waarin het door artikel 5 gestelde verbod geldt, ingaan met de definitieve ambtsneerlegging als officier van het actief kader, zal de gewezen officier van dit kader, die een wederoproeping voor lange duur van ten minste drie jaar heeft volbracht, ophouden onder de verbodsbepaling te vallen op het tijdstip waarop hij het leger voor goed verlaat.

Mocht dit niet het resultaat zijn dat de Regering beoogt, dan dient het artikel te worden aangevuld.

\+

\+ \+

De verbodsbepaling van artikel 5 slaat onder meer op de deelneming aan "de bedrijvigheid" van elke vennootschap of onderneming. Artikel 7 bepaalt bovendien een straf ten aanzien van vennootschappen en ondernemingen die een der personen, op wie de verbodsbepaling van artikel 5 toepasselijk is, mochten in dienst nemen of aanwijzen, met name om deel te nemen aan "de bedrijvigheid" van de vennootschap of de onderneming.

Zoals reeds gezegd moet onder bedrijvigheid worden verstaan : "ieder betrekking hoe klein deze ook weze". Hier zou dus niet alleen gedacht zijn aan

.../...

al degenen, die door een arbeidsovereenkomst aan de onderneming verbonden zijn, maar ook aan de zelfstandige arbeiders die, zonder door een arbeidsovereenkomst te zijn verbonden, op regelmatige wijze hun diensten aan de onderneming verstrekken, bijvoorbeeld een technisch adviseur of een accountant.

Is dit niet de bedoeling van de Regering, dan ware het nodig, het begrip "bedrijvigheid" nader te omschrijven.

\+

\+ \+

De in artikel 7 gestelde straffen bestaan aan de ene kant hierin, dat de vennootschap of onderneming gedurende tien jaren wordt uitgesloten van elke overeenkomst die door toedoen van de Minister van Landsverdediging met de Staat wordt gesloten, en aan de andere kant dat het koninklijk besluit, waarbij de uitsluiting wordt uitgesproken, in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Op te merken valt, dat de door het ontwerp ingevoerde straf alleen slaat op de overeenkomsten die door de Minister van Landsverdediging worden gesloten en dat het ontwerp niet afwijkt van de besluitwet van 3 Februari 1947 houdende inrichting van de erkenning der aannemers, welke besluitwet straffen stelt voor ondernemers die een der in artikel 6 daarvan opgesomde fouten hebben gepleegd.

.../...

Zodoende brengt het ontwerp een aanvulling op het stelsel der waarborgen, dat de besluitwet van 3 Februari 1947 reeds had getracht te organiseren.

Volgens artikel 7, § 2, is het een vennootschap of onderneming, die tijdens de in § 1 bepaalde periode van tien jaar is opgericht, verboden iemand in dienst te nemen die gedurende dezelfde periode in dienst van een door uitsluiting getroffen vennootschap is geweest, en zulks op straffe van zelf door uitsluiting te worden getroffen.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen stelt de vennootschap of onderneming zich aan straffen bloot door het feit alleen, dat zich onder haar personeel iemand bevindt op wie het haar verboden is een beroep te doen.

Het ontwerp laat evenwel na een systeem van openbaarheid in te richten, dat de nieuwe vennootschap in staat zou stellen zich te vergewissen of het personeel, dat zij zich voorneemt in dienst te nemen, niet aan de activiteit van een uitgesloten onderneming heeft doelgenomen.

.../...

Wel kan volgens artikel 7, § 3, een zekere bekendmaking plaats hebben, maar deze is facultatief en betreft alleen de aanwijzing van de uitgesloten onderneming, zonder enige bijzonderheid te geven over de samenstelling van dezer personeel.

Deze regeling stelt de nieuwe ondernemingen bloot aan gevaren, waartegen het hun onmogelijk zal zijn voorzorgen te nemen.

\+

\+ \+

Bij artikel 8 is alleen betreffende de vorm een opmerking te maken.

Aangezien het ontwerp niet alleen betrekking heeft op overeenkomsten die, bij aanbesteding, maar ook op overeenkomsten die onder andere omstandigheden worden gesloten, ware het verkieslijk de term "inschrijving" door "offerte" te vervangen.

\+

\+ \+

.../...

CDB.

Luidens artikel 9 kan de Koning aan degenen, op wie de verbodsbepalingen van artikel 5 van toepassing zijn, volgens de Franse tekst hun rustpensioen en volgens de Nederlandse tekst om het even welk pensioen ontnemen.

De twee versies van artikel 9 zouden derwijze in overeenstemming moeten worden gebracht, dat de draagwijdte van het artikel duidelijk tot uiting komt.

Zeker kan de vraag worden gesteld, of de aan de Koning gegeven bevoegdheid om de in dit artikel bepaalde straf toe te passen, niet in botsing komt met het beginsel van de scheiding der machten en met de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden, zoals deze in art. 92 van de Grondwet is bepaald.

De pensioenen van op rust gestelde officieren zijn een burgerlijk recht.

Wel komt het de wetgever toe, de voorwaarden te bepalen waarvan het samen voorhanden zijn het eventueel verlies van dit recht tot gevolg zou hebben, maar wanneer de betrokkene betwist dat de voorwaarden die het verlies van zijn recht zullen medebrengen, samen voorhanden zijn, heeft deze betwisting betrekking op een burgerlijk recht en moet zij voor de rechtbank worden gebracht.

In werkelijkheid wijkt het ontwerp niet af van dit beginsel uit de Grondwet.

Wanneer de officier, tegen wie een sanctie is getroffen, beweert dat hij de hem ten laste gelegde overtreding niet heeft gepleegd of dat de procedure

die zijn verdediging moet waarborgen niet is gevolgd, kan hij de rechtbank vragen de onwettigheid van de tegen hem getroffen maatregel te constateren en de Staat tot het betalen van het hem ontnomen pensioen te veroordelen.

Heeft de betrokkene het in het ontwerp omschreven misdrijf daarentegen wel gepleegd en zijn de procedurevormen in acht genomen, dan bestaat voor de Koning de mogelijkheid te oordelen of de sanctie al dan niet moet worden toegepast. Over het gebruik dat de Koning van deze mogelijkheid maakt door zich op overwegingen van opportuniteit te beroepen, zalgeen betwisting voor de rechtbank mogelijk zijn.

De tekst van het ontwerp is hoegenaamd niet onverenigbaar met deze gemeenrechtelijke regelen en het lijkt wel niet nodig deze in de tekst van de wet in herinnering te brengen.

x

x x

Art. 10 bepaalt dat de wet in werking treedt de eerste van de zevende maand, volgend op de maand tijdens welke zij bekendgemaakt is.

De memorie van toelichting geeft hierop als commentaar: "Teneinde geen van de personen op wie de wet toepasselijk is onvoorziens te treffen, staat artikel 10 hun een termijn van zes maanden toe om aan de bepalingen van de wet te voldoen."

In hoofdzaak is de bedoeling dus, te bepalen vanaf welk tijdstip de door het ontwerp ingevoerde straffen zullen kunnen worden toegepast. Over de terugslag van het ontwerp op de lopende contracten wordt echter niets gezegd.

Zal het gevolg dan zijn - aangezien het hier klaarblijkelijk een wet van openbare orde betreft - dat de contracten met betrekking tot personen wier medewerking zal verboden zijn, vanaf de datum van inwerkingtreding van rechtswege nietig zullen worden omdat zij met de openbare orde in strijd zijn ? Of zullen de betrokken vennootschappen of ondernemingen en de gewezen militairen, die er niet mochten in geslaagd zijn binnen de gestelde termijn de machtiging van de Minister van Landsverdediging te verkrijgen, zich naar het gemeen recht, met name inzake opzegging, moeten gedragen om aan hun wederzijdse prestaties een einde te kunnen maken ? Dat zou moeten worden gezegd.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
G. VAN HECKE, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.